

Le 10 Septembre 2019

## **République Démocratique du Congo: Vague de représailles contre les membres de LUCHA à travers le pays**

Le 9 septembre 2019, quatre défenseur-ses des droits humains du mouvement LUCHA ont été admis à l'hôpital après avoir été blessés par des policiers à Kananga, dans la province du Kasai-Central, dans le centre du pays. Les défenseur-ses avaient organisé une marche pour demander au gouverneur de la province d'annuler sa décision de nommer des autorités locales, cette décision n'étant pas conforme à la Constitution. Cela intervient trois jours seulement après que 18 défenseur-ses des droits humains ont été arrêtés, détenues et fouettés par la police à l'Inspection de la Police de Kinshasa le 6 septembre 2019. Ils ont été arrêtés pendant une marche pacifique lors de laquelle ils revendiquaient plus de transparence dans une affaire de détournement présumé de 15 millions de dollars américains de fonds publics.

[Lutte pour le Changement - LUCHA](#), est un mouvement citoyen, non-violent et non-partisan fondé par des jeunes de la société civile en juin 2012 à Goma, la capitale du Nord-Kivu. Le mouvement revendique la justice sociale et la responsabilité en RDC par le biais de campagnes et il encourage les citoyens congolais à lutter pour la promotion et le respect des droits humains. LUCHA et ses membres sont en première ligne pour réclamer le respect de l'état de droit et des droits humains en RDC, y compris pendant les deux années où les élections présidentielles ont été retardées. Au cours des six derniers mois, LUCHA a concentré ses efforts sur la bonne gouvernance, la responsabilité et les droits socio-économiques. LUCHA est l'un des lauréats du Prix Front Line Defenders 2018 pour les défenseur-ses des droits humains en danger.

Le 9 septembre 2019, 16 défenseur-ses des droits humains de LUCHA marchaient vers le bureau du gouverneur du Kasai-central lorsqu'ils ont été interceptés par la police, qui a tiré du gaz lacrymogène et les a frappés avec des matraques. Ils manifestaient contre la nomination inconstitutionnelle du nouveau maire de Kananga par le Gouverneur et d'autres autorités locales. Quatre défenseur-ses des droits humains ont été admis à l'hôpital après avoir été piétinés et passés à tabac par des policiers.

Le 6 septembre 2019, 18 défenseur-ses des droits humains ont été arrêtés et maltraités au poste de police de l'inspecteur de Kinshasa, avant d'être remis en liberté le jour même. Ils ont été arrêtés lors d'une manifestation à Kinshasa alors qu'ils dénonçaient la corruption mise à jour dans un rapport d'enquête mené par l'Inspection générale des finances; ce rapport a révélé que 15 millions de dollars US avaient disparus des coffres publics. La manifestation de LUCHA visait à demander au procureur général de se saisir de l'affaire pour qu'il enquête et entame éventuellement des poursuites judiciaires à l'encontre des acteurs impliqués.

Les représailles contre LUCHA et ses membres se poursuivent malgré les promesses de la nouvelle administration présidentielle d'autoriser la liberté d'expression et d'association. Le 10 mai 2019, à Goma, 13 défenseur-ses des droits humains qui manifestaient pour défendre les droits des consommateurs ont été passés à tabac par des agents de police. Les blessés ont été admis à l'hôpital Heal Africa. À ce jour, aucune action n'a été intentée contre les policiers impliqués.

Front Line Defenders est préoccupée par la recrudescence des représailles contre les membres de LUCHA à travers la RDC, ainsi que par les limites imposées à leur droit de manifester pacifiquement.

**Front Line Defenders exhorte les autorités de la République Démocratique du Congo à:**

1. Cesser toute répression contre les manifestations pacifiques organisées par LUCHA et faciliter et protéger leur droit de se réunir pacifiquement.
2. Ouvrir immédiatement une enquête approfondie et impartiale sur les mauvais traitements infligés aux membres de LUCHA à Kananga et à Kinshasa, dans le but de publier les résultats et de traduire les responsables en justice conformément aux normes internationales;
3. Garantir qu'en toutes circonstances, tous-tes les défenseur-ses des droits humains en RDC puissent mener à bien leurs actions légitimes en faveur des droits humains, sans craindre ni restrictions ni représailles, y compris l'acharnement en ligne et les menaces.

**Front Line Defenders Board of Trustees**

Denis O'Brien, Noeline Blackwell, Jim Conway, Mary Lawlor, Maria Mulcahy

**Front Line Defenders Board of Trustees**

Denis O'Brien, Noeline Blackwell, Jim Conway, Mary Lawlor, Maria Mulcahy, Kieran Mulvey, Mary Jane Real (Philippines), David Sykes, Arnold Tsunga (Zimbabwe)

**Front Line Defenders International Advisory Council**

James L. Cavallaro, Maryam Elahi, Michel Forst, Hina Jilani, Maina Kiai

Front Line, The International Foundation for the Protection of Human Rights Defenders trading as Front Line Defenders, is registered in Ireland as a company

Front Line, The International Foundation for the Protection of Human Rights Defenders trading as Front Line Defenders, is registered in Ireland as a company limited by guarantee and not having a share capital. Registered Office: Second Floor, Grattan House, Temple Road, Blackrock, Co Dublin, A94 FA39, Ireland.

Company No. 593190; Registered Charity No. 20045241; CHY 14029